

MINISTERE DU PLAN
Mission IRRED-LIBAN
DAR/408

JD/aa
février 1964

الجمهورية اللبنانية
مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام

ESQUISSE D'UNE POLITIQUE AGRICOLE

PLAN

I- ASPECTS GENERAUX

- 1- Introduction.
- 2- Un problème préalable
- 3- Cadre général du développement agricole.

II- CHAMPS D'APPLICATION

A - Politique d'aménagement agricole

- 4- Les grands travaux agricoles
- 5- Irrigation
- 6- Valorisation
- 7- Financement de l'irrigation et de la valorisation
- 8- Reboisement.

B - Politique d'encadrement agricole

- 9- L'équipement intellectuel agricole
- 10- Enseignement
- 11- Recherche
- 12- Vulgarisation

C - Politique d'orientation agricole

- 13- Orientation
- 14- Orientation de la production
- 15- Orientation de la commercialisation
- 16- Orientation de la transformation

III- RESULTATS ATTENDUS

- 17- Remarque. -
- 18- Production agricole en 1975
- 19- Emploi agricole en 1975.

CONCLUSION.

I- ASPECTS GENERAUX

1- INTRODUCTION

Complexes en elles-mêmes de par leur caractère biologique en dépendance des facteurs climatiques, les activités agricoles le sont plus encore au Liban en raison de circonstances très spécifiques. Parmi celles-ci, on doit mentionner le relief difficile, la grande diversité des micro-climats et des cultures, la rare existence d'exploitations agricoles au sens d'entreprises intégrant unité technique et unité économique, enfin l'exiguïté du territoire et la forte densité de population.

Il en résulte que simultanément se pose un grand nombre de problèmes, chacun d'eux méritant une attention particulière et des moyens d'action particuliers. Or l'ensemble des moyens d'action nécessaires n'est pas et ne sera pas à court terme à la disposition de l'Administration : la raison essentielle en étant le petit nombre de personnel qualifié au niveau universitaire, et au niveau des techniciens de la catégorie 4.

C'est pourquoi il a paru nécessaire dans ce rapport de ne retenir que quelques lignes d'action plus impératives. Il est à espérer qu'ainsi peu d'objectifs seront retenus, mais que leur poursuite sera entreprise avec tenacité et persévérance. Dès lors l'ensemble des recommandations avancées dans ce rapport ne prétend pas épuiser toutes les perspectives de travail qu'impose la situation actuelle de l'agriculture libanaise.

2- UN PROBLEME PREALABLE

L'agriculture ne peut être traitée comme un secteur autarcique dans l'économie générale. Il y a donc lieu de se demander quelle contribution est attendue de l'agriculture dans la formation du revenu national et dans l'emploi de main-d'oeuvre, au cours des prochaines années.

Or, même dans l'état fragmentaire de notre information actuelle la réponse ne fait pas de doute : cette contribution doit être la plus forte possible, étant donné les difficultés d'une industrialisation poussée.

Il faut en conséquence compter sur l'agriculture principalement pour faire face dans les zones rurales à l'accroissement de population et donc de main-d'oeuvre. Cela paraît possible pour les dix prochaines années, mais au-delà de 1975. - encore une fois dans l'état actuel de notre information - il faudra compter

sur le développement d'autres secteurs de l'économie : un délai de dix ans est donc laissé aux secteurs secondaires et tertiaires pour prendre le relai. Il reste vrai toutefois que dès à présent les problèmes posés par l'absorption de la main-d'oeuvre dans les zones urbaines sont considérables, et mériteront une attention très spéciale si l'on veut éviter la constitution d'un sous-prolétariat urbain important.

3- CADRE GENERAL DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Cette prémisse étant acquise, en quels termes généraux se pose la croissance du secteur primaire? Quelques perspectives se dégagent.

Tout d'abord il faut faire face à l'accroissement de la demande alimentaire nationale. Non seulement cette demande s'accroît du fait de l'accroissement de la population, mais encore elle s'accroît et se modifie dans sa structure avec l'accroissement du revenu individuel. Si la population s'accroît au taux de 2,3% l'an, et le revenu individuel moyen au taux de 2,5% l'an, l'effort à fournir paraît exiger un taux de croissance de 4,8% pour la production agricole. En réalité du fait d'une élasticité de la demande alimentaire par rapport au revenu, d'un taux très inférieur à l'unité et probablement égal à 0,5 ou 0,6, le taux de croissance de 3,5 à 4% pour la production agricole semble suffisant sous ce seul aspect. Ces valeurs sont liées à une hypothèse de croissance de 4,8% pour le revenu national, mais elles seraient sensiblement les mêmes, au cas d'une hypothèse un peu plus forte.

Mais en second lieu, il faut faire face à un déficit croissant de la balance commerciale : ceci implique à la fois un effort pour diminuer les importations en y substituant des productions nationales, et un effort pour accroître les exportations, dans la mesure où les avantages comparatifs pencheront en ce sens. Ces considérations postulent que la production agricole s'accroisse au moins de 0,5 l'an sous cet aspect.

L'effort prévisible à fournir situe donc le taux attendu d'accroissement de la production agricole au niveau de 4 à 4,5%. Les comparaisons internationales permettent d'avancer qu'un effort supérieur à 4% est assez exceptionnel et exige une volonté très marquée du Gouvernement en faveur de l'agriculture.

Ainsi pour faire face aux besoins de l'économie générale, l'agriculture libanaise n'a pas le choix : elle doit à tout prix s'intensifier et se rendre plus compétitive. Une agriculture intensifiée et concurrentielle est la seule voie de développement pour l'agriculture libanaise.

II- CHAMPS D'APPLICATION

A- POLITIQUE D'AMENAGEMENT AGRICOLE

4- LES GRANDS TRAVAUX AGRICOLES

Le budget de l'Etat consacre des sommes de plus en plus importantes - quoique faibles encore - à financer des grands travaux agricoles : déjà les travaux d'irrigation ont pris une certaine ampleur, et bientôt les travaux de valorisation des terres et de reboisement seront commencés.

Il s'agit en effet de travaux qui ne peuvent être entreprises individuellement par chaque propriétaire, mais qui exigent une entreprise collective : de cette nécessité, découle une certaine conception de ces travaux agricoles, conception que l'on peut caractériser par une optique d'aménagement.

L'aménagement agricole consiste dans la mise en valeur optimale des potentialités du sol et du relief; il ne prend tout son sens que dans le cadre d'une politique de mise en valeur régionale.

La mise en valeur optimale ne peut se faire dans le cadre de l'entreprise individuelle : la distribution des eaux, la lutte contre l'érosion, la constitution d'exploitations viables ne seront jamais le résultat de la somme des efforts des exploitants particuliers, surtout dans un pays où les exploitations sont petites et où les moyens financiers des exploitants sont étroits,

C'est pourquoi les grands travaux d'irrigation, de valorisation et de reboisement ne peuvent être réellement conduits à bonne fin que dans le cadre d'une étude d'aménagement, zone par zone.

On devra donc mettre en oeuvre cette politique par le choix de quelques zones pilotes, de l'aménagement desquelles on pourra tirer l'expérience voulue pour une généralisation à tous les terroirs. C'est dans cette voie que s'orientent le projet d'étude du Fonds Spécial de Bonification, et à plus large échelle les projets Fonds Spécial des Eaux Souterraines et de Pédologie. Il faut espérer que les travaux d'irrigation et de valorisation retiendront ce même principe d'aménagement zone par zone.

5- IRRIGATION

Depuis de nombreuses années, la superficie cultivée - non compris les jachères - plafonne aux environs de 220.hectares. Evidemment les difficultés du relief et l'exiguité du territoire

./.

mettent une limite absolue à l'extension des surfaces. En cherchant à tout prix à accroître les surfaces, on risque de mettre en culture des terres de plus en plus marginales, dont les investissements initiaux ne seront jamais couverts par les productions escomptées. Aussi c'est avec prudence que l'on devra encourager peu à peu la mise dans le circuit économique de terres nouvelles.

Et cependant dans la voie de l'intensification une route bien tracée apparaît : c'est la substitution maximale de cultures irriguées aux cultures sèches. Cette substitution a déjà pris une ampleur importante avec les efforts des particuliers et ceux de l'Etat par son programme des 450 millions.

Les prévisions pour 1975 permettent d'avancer qu'à cette date le total des surfaces irriguées atteindra environ 100.000 hectares. Ce résultat ne sera dépassé que si la mobilisation des eaux souterraines peut être planifiée - le projet d'études du Fonds Spécial en donne l'espoir - et si des méthodes nouvelles d'irrigation par aspersion sont généralisées. Dans l'état actuel des informations, le plafond absolu des irrigations possibles paraît se situer aux environs de 120.000 hectares.

L'effort à fournir est important à l'échelle du pays : en partant d'une situation 1955-1961 d'environ 57.000 hectares irrigués, il s'agit en 1975 d'obtenir un total de 95 à 110.000 hectares. Cette mutation comportera d'une part la substitution de cultures irriguées aux cultures sèches sur 30.000 à 40.000 hectares, et d'autre part la valorisation pour l'irrigation de 8.000 à 13.000 hectares de terres cultivables.

Ce double effort correspond aux prévisions qu'il est raisonnable de faire, compte-tenu des projets du Ministère des Travaux Publics, de l'Office National du Litani et des particuliers. Les résultats pour les années 1964-1968 se situeront aux alentours de 20.000 hectares nouvellement irrigués.

6- VALORISATION

Une seconde voie est tracée en vue d'accroître les surfaces cultivées : c'est la valorisation de terres cultivables en vue de cultures sèches. Les prévisions pour 1975 permettent de définir un programme de 27 à 39.000 hectares de terres à valoriser en sec. Ces chiffres sont déjà élevés et semblent à la limite de la prudence nécessaire si l'on veut rester dans la limite de la rentabilité.

En additionnant à ces surfaces, celles qui seront valorisées en vue de l'irrigation, le programme de valorisation atteindra 35 à 52.000 hectares. Si une partie de cet effort est laissée à la seule initiative privée, il n'en reste pas moins qu'une aide importante devra être accordée par l'Etat.

Sur ces bases, un programme gouvernemental de valorisation - non compris les forêts et les pacages - devrait atteindre 30 à 45.000 hectares dont 5 à 10.000 en vue de cultures irriguées. Réparti sur 12 ans de 1964 à 1975, un tel programme aura comme objectif annuel moyen une valorisation de 2.500 à 3.750 hectares, mais étant donné la nouveauté de ce programme, son développement ne pourra se faire que très progressivement. On admettra les rythmes suivants de valorisation : 8.000 hectares cultivables de 1964 à 1968 et 22 à 37.000 hectares de 1969 à 1975.

Cet effort est compatible avec le projet connu sous le nom de "Plan Vert" dont cependant les modalités d'intervention restent à préciser : l'application de barèmes forfaitaires pour remboursement partiel de certains travaux paraît la formule la plus convenable.

7- FINANCEMENT DE L'IRRIGATION ET DE LA VALORISATION

La façon de financer ces investissements qui profitent directement à certains particuliers n'a pas encore été fixée. Certains pensent que la totalité de ces investissements - ou leur presque totalité - doit être remboursée sous une forme ou l'autre par les bénéficiaires. Cela ne paraît pas possible.

Les équipements pour l'agriculture doivent être jugés à la lumière de la théorie des économies externes. Bien des entreprises privées ne doivent leur prospérité, et parfois leur existence, qu'au vu des avantages qu'elles retirent des réseaux d'infrastructures publiques. Le cas le plus typique est certainement celui des entreprises de transports routiers.

Un autre point de vue pourrait être adopté qui retiendrait surtout les avantages sociaux découlant indirectement des programmes d'irrigation et de valorisation : création d'emplois en zones rurales, et freinage de l'exode vers les villes. On pourrait alors invoquer les arguments avancés en faveur des investissements sociaux, tels que les écoles et les hôpitaux.

Par ailleurs, la comparaison internationale montre que très généralement l'essentiel des investissements initiaux pour les réseaux d'irrigation et les travaux de valorisation est supporté par les fonds publics. Seuls les frais de fonctionnement sont mis à charge des bénéficiaires.

C'est dans ce sens que la politique agricole devra s'orienter : paiement de droits d'eau ou d'une taxe à l'hectare.

./.

Cependant il faut prévoir aussi pour la mise en culture des facilités de crédit importantes et à long terme. Cette question n'est pas traitée ici, du fait de son étroite liaison avec la Banque Nationale de Développement.

8- REBOISEMENT

L'urgence de cette action n'est pas à prouver, et aucun programme de grands travaux agricoles ne serait complet sans y faire une place importante. Pour le moment, les études du Projet Fonds Spécial de Bonification préparent les éléments d'une intervention à grande échelle. Cette intervention pourra être administrativement relée aux programmes de valorisation.

Il convient seulement d'insister sur la nécessité de ne pas attendre les résultats de l'étude du Fonds Spécial pour intensifier les travaux de reboisement : 3.500 hectares pourront être reboisés de 1964 à 1968.

./. .

B- POLITIQUE D'ENCADREMENT AGRICOLE

9- L'EQUIPEMENT INTELLECTUEL AGRICOLE

En un sens, les grands travaux agricoles constituent des objectifs relativement faciles à atteindre, mais l'utilisation adéquate des investissements ainsi réalisés est beaucoup plus lente à rentrer dans les faits. Le problème est celui de l'encadrement du secteur agricole.

Cet encadrement suppose un équipement intellectuel que traditionnellement l'on décompose en trois chapitres : enseignement, recherche et vulgarisation. Il est clair que ces trois domaines d'action sont étroitement liés, et que la politique agricole doit s'attacher aux trois à la fois.

10- ENSEIGNEMENT

De ces trois chapitres, c'est certainement celui de l'enseignement qui, jusqu'à présent, est le plus déficient. Sans doute, une nouvelle législation a vu le jour et la réorganisation du réseau scolaire est en cours : l'école technique de niveau secondaire s'installe à FAN-AR, et la **construction de quatre écoles pratiques** est commencée.

Ce réseau n'est pas suffisant, mais la capacité actuelle d'administration du Ministère de l'Agriculture ne permet pas dans les cinq prochaines années d'espérer plus que la mise en route et le fonctionnement normal de ce réseau de cinq écoles.

C'est pourquoi il semble indispensable que sur base d'une étude particulière, l'Etat examine la possibilité d'encourager et de favoriser la création d'un réseau d'enseignement privé agricole. Plusieurs particuliers sont intéressés à ce développement : restent à déterminer les modalités pratiques d'une subvention, et surtout les secteurs d'enseignement les plus déficients. A ce sujet, c'est certainement en matière d'élevage bovin et ovin que les résultats seraient les plus marqués.

Mais il ne convient pas de ramener tout l'enseignement à une question d'écoles. Les adultes aussi devraient pouvoir bénéficier d'une assistance en vue d'une formation professionnelle accélérée, ou du moins d'une information plus systématique. Ces sujets seront abordés avec ceux de la vulgarisation.

./.

En matière de recherche, le Gouvernement dispose d'un atout considérable avec l'Institut de Recherches Agronomiques de Tell-Amara, créé par la Mission Agricole Française. Cet Institut a fourni des contributions importantes au développement de l'agriculture libanaise, mais il semble qu'on n'a pas pu encore tirer des résultats obtenus tout le parti possible, ce qui d'ailleurs est un problème classique pour tous les instituts de recherche gouvernementaux.

Sans prétendre épuiser tous les problèmes posés par la promotion de Tell-Amara, c'est sur ce problème d'application de la recherche que devrait avec le plus d'attention se pencher sur la politique agricole dans les prochaines années.

Dans le cadre de l'ensemble logique : Recherche pure - Recherche appliquée - Application de la Recherche - Vulgarisation - Animation, ensemble qui domine tout le développement agricole et le conditionne, le rôle de l'application de la recherche est des plus difficiles, car c'est lui qui concrétise le lien nécessaire entre la théorie et la pratique. L'expérience a montré que généralement ni les Instituts de Recherche eux-mêmes, ni les Services de vulgarisation n'ont pu facilement surmonter ce décalage entre les informations disponibles et les besoins d'information : c'est pourquoi la fonction d'application de la recherche a conquis son autonomie.

L'application de la recherche comporte un double travail : l'un va de la pratique à la théorie, et analyse les besoins ressentis par les vulgarisateurs auprès des paysans en besoins de recherche; l'autre va de la théorie à la pratique et prépare l'interprétation des résultats de la recherche en programmes de vulgarisation.

On voit combien ce travail est capital et risque d'être négligé s'il n'est pas considéré pour lui-même, et confié à un corps de techniciens qui ne sont ni des chercheurs, ni des vulgarisateurs, mais qui dialoguent constamment avec les uns et les autres.

Cette conception est celle qui a été adoptée par les Services de **Vulgarisation** du Ministère de l'Agriculture. En effet, il est prévu que ces Services pourront compter sur l'aide d'ingénieurs spécialistes de tel ou tel problème. Il est à recommander vivement que ces ingénieurs-spécialistes soient organiquement regroupés en un bureau d'application de la recherche.

./.

الجمهورية اللبنانية
مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام

Peut-être devrait-on aussi en arriver à la constitution d'un petit comité permanent pour l'application de la recherche, qui siègerait comme conseil consultatif auprès de l'Institut de Recherches et auprès du Service de la Vulgarisation.

En ce qui concerne les programmes de recherche eux-mêmes, deux points sont à relever: la prise en considération des problèmes économiques, sans lesquels les résultats de la recherche appliquée seront toujours difficiles à vulgariser, et la généralisation des résultats acquis en matière d'élevage.

Sur le premier point, le démarrage d'études économiques sous l'impulsion du professeur BROUGH de la Ford Foundation, a permis de commencer à combler une des plus graves lacunes actuelles : reste à faire le lien entre les résultats de ces travaux et l'orientation de la recherche.

Sur le second point, les travaux de TERBOL, d'un niveau scientifique élevé, n'ont pas encore retenu tout l'intérêt qu'ils méritent : après en avoir mieux analysé les implications économiques, il convient de faire la démonstration de leur possible généralisation sous une forme ou l'autre.

12- VULGARISATION

En matière de vulgarisation, les activités du Ministère de l'Agriculture se développent favorablement, mais sans doute avec trop de lenteur, vu les difficultés administratives.

La route est tracée par le rapport de M.B.G. MOUSSOROS, ancien directeur des Services d'Extension en Grèce, export de la Ford Foundation. Est particulièrement recommandée cette orientation selon laquelle la vulgarisation est un "système d'éducation hors des murs des écoles" et ne doit donc pas être confondue avec une conception trop stricte qui fait de la vulgarisation un simple service d'information en technique agricole.

Par ailleurs, le rapport souligne à juste titre qu'un bon travail ne peut qu'être le résultat d'un développement progressif des programmes, afin de couvrir petit à petit tous les aspects de l'agriculture libanaise.

La prise en considération prioritaire de l'intérêt et de l'importance des problèmes de vulgarisation devrait amener le Ministère de l'Agriculture à créer un Service autonome nouveau, groupant l'enseignement agricole, la vulgarisation agricole, et probablement l'application de la recherche.

./.

doit accorder une grande attention à toutes les questions de vulgarisation : ce sont les vulgarisateurs qui ont le contact le plus direct avec les paysans, et qui donc sont le mieux à même d'informer le Ministère sur leurs besoins : cette information est nécessaire pour définir périodiquement dans quelles directions précises la politique agricole doit s'orienter pour résoudre les problèmes concrets du paysan.

Il semble que sur un point particulier, il convienne de mettre l'accent : c'est la nécessité d'organiser de nombreuses journées d'information, et de nombreux stages techniques au profit des paysans : prolongeant, ou remplaçant l'enseignement agricole ces journées et ces stages permettraient de compléter la formation professionnelle de l'agriculteur, formation qui est une condition essentielle de réussite pour l'instauration d'une agriculture intensifiée et concurrentielle.

./.

C- POLITIQUE D'ORIENTATION AGRICOLE

13- ORIENTATION

Chapitre plus nouveau, celui de la politique d'orientation est le plus indispensable : les infrastructures physiques des grands travaux, l'encadrement par un meilleur équipement intellectuel sont en quelque sorte des objectifs intermédiaires sur lesquels on pourra établir une politique d'orientation.

L'objectif-clé est de promouvoir un type d'agriculture qui rendra l'agriculture libanaise plus intensifiée et plus concurrentielle.

14- ORIENTATION DE LA PRODUCTION

Deux questions se posent : quels produits encourager? dans quelles conditions de production les obtenir?

Quels produits mettre sur le marché? La mobilisation des potentialités agricoles du pays doit satisfaire un double besoin : celui de la demande alimentaire nationale et celui de la demande pour l'exportation. Une analyse prospective des niveaux qu'atteindront ces deux demandes en 1975 a été faite de façon détaillée dans le document **DAR 405**. Le tableau suivant en donne un résumé pour les produits végétaux. On trouvera plus de détails en annexe.

SUPERFICIE CULTIVEE (milliers d'hectares) PAR GRANDE CATEGORIE DE CULTURES VEGETALES			
CATEGORIES	Moyenne 1955-1961	Hypothèse faible 1975	Hypothèse forte 1975
Agrumes	7.8	12.0	14.0
Bananes	2.2	3.5	4.0
Pommes	8.7	13.0	13.0
Vignes	22.1	28.5	32.0
Autres fruits	12.5	18.8	23.3
Légumes	16.1	21.2	24.2
Pommes de terre	4.8	7.0	7.0
Céréales	99.5	73.0	93.0
Légumineuses	14.9	19.0	20.5
Olives	22.9	32.5	32.5
Betterave	0.7	4.0	6.0
Tabac	3.7	6.5	6.5
Autres cultures	2.5	4.0	4.0
Total	218.4	243.0	280.0
Source : Tableaux du document DAR 405.			

Pour les produits animaux, les indices 1975 de la production seraient les suivants (base 100 = moyenne 1955-1961):

Oeufs : 430 à 530
Lait : 190 à 190
Poulets: 690 à 1150
Viande : 260 à 430

./.

L'observation constante de l'évolution des productions, année par année, doit permettre sur base de collectes périodiques d'informations statistiques de base de définir quels produits s'écartent des perspectives prévues et de préciser pour chacun d'eux la politique que compte suivre le Gouvernement pour en orienter la production.

A l'heure présente, c'est la production de lait, de fourrage et la viande qui a besoin des plus grands encouragements. Par contre, l'évolution de la vigne a besoin d'être surveillée de très près pour éviter une surproduction difficile à écouler. Par ailleurs, malgré le prix de soutien qui ne peut être qu'une solution de court terme, l'évolution du blé doit rester dans certaines limites pour éviter que les fonds publics ne maintiennent une agriculture trop extensive et peu rémunératrice.

Les moyens d'intervention sont le tarif douanier, les licences pour le commerce extérieur, les distributions de plants, le crédit pour certaines cultures à encourager, etc...

Dans quelles conditions de production obtenir ces résultats? La question revêt un triple aspect : quantitatif, qualitatif et structurel.

Quantitativement, le problème est d'augmenter les rendements unitaires. Des estimations ont été faites pour 1975 : sur cette base (voir annexe) il convient de suivre l'évolution annuelle et de préparer des programmes de vulgarisation en faveur des cultures les plus déficientes. A l'heure présente, l'olivier, la banane et le maïs devraient retenir l'attention. On y ajoutera de manière permanente toutes les cultures annuelles irriguées qui devraient profiter d'une vulgarisation intensive sur les meilleures méthodes d'utilisation de l'eau : l'étude de meilleures façons culturales ira dans ce sens.

Qualitativement, on retiendra la lutte phyto-sanitaire et l'amélioration des espèces et des plants. Une telle politique n'aura de contenu important que dans la mesure où la recherche appliquée aura suffisamment étudié ces problèmes et où l'application de la recherche aura pu en faire un de ses domaines privilégiés. A l'heure présente, devraient retenir l'attention les maladies des fruits exportés - agrumes, pommes - et celles de l'olivier.

Structurellement, la question est plus nouvelle et peu abordée jusqu'à présent : il s'agit essentiellement de favoriser la constitution d'exploitations plus importantes,

./.

et d'éviter les micro-fundia incompatibles avec une politique de productivité. Des mesures importantes devraient être prises à l'occasion de la politique d'aménagement régional : on devra notamment favoriser un regroupement des parcelles, et un droit de rachat pour les propriétaires limitrophes. On devrait aussi examiner l'opportunité du rachat des exploitations trop petites, en vue de les adjoindre à des exploitations viables. Il serait utile de mettre en oeuvre une telle politique structurelle à petite échelle, en essayant l'application dans quelques zones-pilotes : les grands travaux agricoles en fournissent l'occasion.

Une autre mesure structurelle importante consistera dans la révision des rapports entre métayers et propriétaires : une évolution vers le paiement d'une redevance fixe, dans le cadre d'un bail de cinq ans, devrait améliorer fortement les conditions de la production et de l'investissement agricole, pour autant qu'un système de crédit y soit adapté!

15- ORIENTATION DE LA COMMERCIALISATION

Il va sans dire tout d'abord qu'une politique de commercialisation n'a aucune chance d'aboutir si l'orientation de la production a échoué : on ne peut vendre bon marché ce que l'on produit cher. En conséquence, l'orientation de la production et l'orientation de la commercialisation forment un tout logique et opérationnel dans une politique d'ensemble.

Deux points d'application doivent être mis en évidence : la collecte des produits et la recherche des débouchés.

La collecte des produits - surtout fruitiers et animaux - doit être organisée en circuits de commercialisation, contrôlés par les producteurs eux-mêmes. C'est dans ce domaine que les coopératives et autres associations de producteurs devraient trouver un domaine privilégié d'intervention. Une telle politique est d'autant plus indispensable que les exploitations sont petites et que donc les quantités produites individuellement sont faibles. C'est certainement par l'encouragement des coopératives qu'une politique agricole obtiendra ici les meilleurs résultats. Cet encouragement ne

./.

doit pas se restreindre à une assistance technique de l'Etat en vue de la fondation, du démarrage et de la gestion de coopération : il doit surtout se marquer par l'octroi d'un crédit distribué par le canal des coopératives et par une priorité constante des vulgarisateurs en faveur des exploitants regroupés en coopérative.

Le second problème, la recherche de débouchés intéresse surtout les produits d'exportation : il n'est pas certain que l'on puisse encore longtemps se contenter de laisser l'Etat jouer un rôle d'informateur en la matière, à la façon dont l'Office Fruitier a la latitude d'agir à présent. Il faudra, tôt ou tard, que par des formules du genre des sociétés mixtes, l'Etat puisse conclure des contrats de livraison à long terme, dans le cadre desquels les exportateurs devraient pouvoir négocier leurs marchés, mais il va de soi que l'Etat ne peut s'engager dans ce sens que si les produits fournis sont standard et de haute qualité : c'est dire encore toute l'importance de l'orientation de la production. Quoi qu'il en soit, il faut prévoir une baisse des prix à l'exportation, et y adapter progressivement les conditions de la production, tout en conservant une rentabilité suffisante, malgré l'abaissement du prix de revient.

16- ORIENTATION DE LA TRANSFORMATION

La consommation alimentaire se modifie structurellement de façon importante, au fur et à mesure que le revenu s'élève : de plus en plus le consommateur exige des produits plus élaborés et plus transformés : il est donc indispensable de faciliter l'industrialisation des produits agricoles.

Par ailleurs, les difficultés de l'exportation et la baisse des prix extérieurs peuvent trouver une certaine compensation dans cette industrialisation.

Le cadre du Ministère de l'Agriculture prévoit un Bureau des Industries Agricoles, mais les postes en sont vacants depuis 1959. Une première action serait donc de recruter les quelques techniciens indispensables.

Les industries des jus de fruits, des conserves de légumes, des fromages et produits laitiers sont celles qui ont le plus d'avenir : une étude particulière est indispensable pour en fixer les limites et en tirer des normes pour la politique agricole.

./.

III- RESULTATS ATTENDUS

17- REMARQUES

On ne reprendra pas ici, chapitre par chapitre, tous les domaines de l'activité agricole, pour dresser une sorte de bilan détaillé des résultats attendus de l'application de la politique agricole : c'est un des objets du plan agricole élaboré par ailleurs.

On s'en tiendra à une perspective globale centrée sur l'année 1975, en cherchant réponse aux deux questions fondamentales de toute croissance économique :

- quel sera l'accroissement de la production agricole?
- quel sera l'accroissement de l'emploi de main-d'oeuvre?

18- PRODUCTION AGRICOLE EN 1975

Les travaux collationnés dans le document DAR 405 ont permis de faire les prévisions suivantes en ce qui concerne la valeur de la production agricole en 1975 (voir détails en annexe).

Partant des années 1955-1961 du niveau de 250 à 260 millions de L.L. dont 62 pour les produits animaux, les niveaux atteints en 1975 seraient à prix constants de 550 à 650 millions de L.L. dont 160 à 220 pour les produits animaux.

L'indice de la valeur de la production passerait ainsi à 220-260, soit un taux annuel d'accroissement de 4,7 à 5,7%.

En supposant une baisse générale des prix de 10%, l'indice passerait à 197-233, et à 175-207 avec une baisse peu probable de 20%. Les taux annuels de croissance seraient de 4,1 à 5,1% avec une baisse de 10%, et de 3,3 à 4,3% avec une baisse de 20%.

On retiendra donc que le taux escompté de 4 à 4,5% est très largement assuré si la baisse moyenne des prix ne dépasse pas 10%.

./.

Il convient de souligner la part croissante des productions animales qui de 24% passerait à 30-35%.

19- EMPLOI AGRICOLE EN 1975

En partant des mêmes bases, l'emploi évoluerait comme suit : partant de 165.000 emplois, il passerait à 230-250.000, soit un indice 138-153, ce qui représente un taux d'accroissement de 2, à 2,5% (voir détails en annexe).

Compte tenu du fait que les emplois provisoires procurés par la mise en oeuvre des grands travaux agricoles n'ont pas été retenus, on remarquera que l'accroissement de l'emploi se maintient au niveau de l'accroissement de la population. C'est dire que le sous-emploi ne s'aggraverait pas dans les zones rurales, et même que pour peu que se continue l'exode rural des pénuries de main-d'oeuvre et une hausse des niveaux de salaires sont inéluctables.

CONCLUSION

20- UNE CONDITION PREALABLE DU SUCCES

Les diverses mesures recommandées dans leur principe ne sont pas sans soulever de nombreuses difficultés d'application que l'expérience acquise par l'Administration permettra peu à peu de réduire.

Mais il serait présomptueux d'adopter telle politique agricole ou telle autre sans donner auparavant au Ministère de l'Agriculture des moyens sérieux de travail : l'organisation administrative du travail technique est la condition préalable du succès.

Cette organisation devrait comporter:

- 1- Un meilleur équilibre entre cadres administratifs et cadres techniques :actuellement, en catégorie 3, il y a 88 postes techniques et 11 postes administratifs dont plusieurs sont occupés par des techniciens.
- 2- Une meilleure cohérence entre les problèmes d'application de la recherche, de la vulgarisation et de l'enseignement par la création d'un Service ad hoc.
- 3- Une reconsidération des problèmes du Génie Rural, en intégrant certaines attributions de l'Office du Litani et du Service des Affaires Hydrauliques (à l'exception des eaux potables).
- 4- La création d'un Office de la Production Animale qui sera l'un des facteurs-clefs de l'avenir agricole libanais.
- 5- Une prise en considération de l'aspect économique des problèmes agricoles en renforçant le bureau de l'économie rurale par la création de cinq postes d'économistes.
- 6- ~~Enfin~~ et surtout la création d'un bureau rattaché directement au Directeur Général et appelé Bureau des Projets et Programmes.

./.

Cette énumération pourrait servir de base à une étude fondamentale préparée par l'Administration des Recherches et de l'Orientation.

Certaines de ces questions ont déjà été évoquées par plusieurs techniciens dans des rapports particuliers. On se réfèrera notamment à l'expertise de M.K.D.S. BALDWIN, spécialiste de la planification agricole, FAO, qui dans son rapport sur les problèmes économiques de la planification agricole au Liban (mars 1963) a souligné la nécessité de coordonner les informations en vue de la planification en nommant, pour cette coordination, un responsable si possible un économiste. Cet expert a également attiré l'attention sur la réorganisation du Service des Affaires Techniques Communes en unités plus souples et sur la création d'unités administratives séparées et renforcées pour les questions économiques.

21- UNITE OPERATIONNELLE DES MESURES RECOMMANDEES

Les résultats attendus de l'application de la politique agricole proposée sont favorables, mais il ne fait pas de doute que de très gros efforts seront indispensables pour atteindre les niveaux possibles.

Dans cette optique, les mesures recommandées forment un tout opérationnel dont chaque partie renforce l'autre. Il faudra ténacité et persévérance pour mener de front les orientations voulues.

On aurait le droit d'être franchement optimiste si un appui sérieux était donné à l'application de cette politique par le renforcement de l'organisation administrative de travail technique, condition préalable du succès.

Mais il ne fait pas de doute que si cette condition n'est pas respectée, ou si l'effort n'est pas persévérant et continu, la situation peut se détériorer et même devenir franchement mauvaise.

Il ne fait pas de doute non plus que la politique recommandée est POSSIBLE.

Souhaitons cependant qu'à sa définition et à son application soient associés les représentants qualifiés des associations de producteurs en instaurant des procédures organiques de consultation qui permettront de préparer l'avenir dans un dialogue approfondi entre techniciens privés et techniciens publics.

A N N E X E S

- Tableau N° 1 - Superficies, rendements, production, commerce extérieur et consommation. Situation 1955-1961, période de base, et perspectives pour 1975. FRUITS
- Tableau N° 2 - Superficies, rendements, production, commerce extérieur et consommation. Situation 1955-1961, période de base, et perspectives pour 1975. LEGUMES
- Tableau N° 3 - Superficies, rendements, production, commerce extérieur et consommation. Situation 1955-1961, période de base, et perspectives pour 1975. CEREALES
- Tableau N° 4 - Superficies, rendements, production, commerce extérieur et consommation. Situation 1955-1961, période de base et perspectives pour 1975. LEGUMINEUSES
- Tableau N° 5 - Superficies, rendements, production, commerce extérieur et consommation. Situation 1955-1961, période de base, et perspectives pour 1975. CULTURES INDUSTRIELLES.
- Tableau N° 6 - Production, commerce extérieur et consommation. Situation 1955-1961, période de base, et perspectives pour 1975. PRODUITS ANIMAUX.
- Tableau N° 7 - Valeur de la production agricole. Situation 1955-1961, période de base, et résultats attendus pour 1975.
- Tableau N° 8 - Emploi de main-d'oeuvre pour la production agricole. Situation 1955-1961, période de base, et résultats attendus pour 1975.
- Tableau N° 9 - Résumé des objectifs du quinquennat 1964-1968.
- Tableau N° 10 - Liste des programmes proposés pour le quinquennat 1964-1968

TABLEAU N°1 - Superficies, rendements, production, commerce extérieur et consommation.
Situations 1955-1961, période de base et perspectives pour 1975 . FRUITS

PRODUITS	ANNEE	SUPERFICIE Ha.	RDT. T/Ha	PRODUCTION T.	IMPORTATION T.	EXPORTATION T.	CONSUM- MATION T.	CONS/Hab. Kge
Agrumes	Base	7.833	17,7	138.860	0	59.867	79.000	49,0
	1975 A	12.000	28	340.000	0	200.000	140.000	59,8
	1975 B	14.000	28	390.000	0	250.000	140.000	59,8
Bananes	Base	2.171	11,6	25.214	10	13.286	11.938	7,5
	1975 A	3.500	15	52.000	0	32.000	20.000	8,5
	1975 B	4.000	15	60.000	0	40.000	20.000	8,5
Pommes	Base	8.774	5,4	47.570	450	28.670	19.350	12,0
	1975	13.000	13	170.000	0	125.000	45.000	19,2
P.P.P.C.	Base	5.180	4,5	23.143	55	3.544	19.654	12,0
	1975 A	7.500	7	53.000	0	15.000	38.000	16,2
	1975 B	8.500	7	60.000	0	22.000	38.000	16,2
Raisins	Base	22.100	3,5	79.286	5.386	276	84.400	53,0
	1975 A	28.500	4,5	128.000	8.000	6.000	130.000	55,0
	1975 B	32.000	4,5	144.000	8.000	2.000	150.000	64,0
Figues	Base	2.557	7	17.414	237	251	17.400	10,8
	1975 A	3.300	8	26.000	250	2.250	24.000	10,2
	1975 B	3.800	8	30.000	500	6.500	24.000	10,2
Amandes	Base	1.586	1,5	2.421	271	51	2.641	1,6
	1975 A	3.000	3	9.000	0	3.000	6.000	2,5
	1975 B	5.000	2,8	14.000	0	8.000	6.000	2,5
Divers Fruits	Base	3.292	7,8	25.825	-	1.575	24.250	15,1
	1975 A	5.000	10	50.000	-	10.000	40.000	17,0
	1975 B	6.000	10	60.000	-	20.000	40.000	17,0

TABLEAU N°2 - Superficies, rendements, production, Commerce ext"rieur et consommation
Situation 1955-1961 période de base et perspectives pour 1975: LEGUMES

Produit	année	Superficie Ha	RDT. T/Ka	Production T.	Importation T.	Exportation T.	Consomma tion T.	Cons/hab. Kg
Tomate	Base	2.100	12.6	26.200	4.800	3.700	27.300	17
	1975 A	3.000	18	54.000	10.000	9.000	55.000	23.5
	1975 B	3.500	18	63.000	10.000	18.000	55.000	23.5
Courge Courgette Concombre	Base	2.300	12	27.500	...	...	27.500	17
	1975	3.800	12	45.000	→	←	45.000	19.4
Oignon	Base	2.300	14.5	34.290	3.357	18.847	18.800	11.7
	1975 A	2.500	16	40.000	5.000	15.000	30.000	12.8
	1975 B	3.000	16	48.000	5.000	23.000	30.000	12.8
Pastèque	Base	2.400	11.7	27.857	14.561	218	42.200	26.5
	1975	2.700	13	35.000	25.000	-	60.000	25.6
Divers	Base	7.000	...	101.860	...	...	83.000	52.2
	1975 A	9.200	...	138.000	-	3.000	135.000	57.7
	1975 B	11.200	...	168.000	-	33.000	135.000	57.7
Somme de Terre	Base	4.800	8	38.286	13.357	17.643	34.000	21.4
	1975	7.000	12	84.000	12.000	42.000	54.000	23

Source: DAR 405 , op.cit

TABLEAU N°3 - Superficies, rendements, production, commerce extérieur et consommation,
Situation 1955-1961, période de base, et perspectives pour 1975 - CEREALES

PRODUITS	Surfaces (Ha)	Rdt (Qx/Ha)	Production (T)	Importation (T)	Exportation (T)	Consommation (T)
<u>Blé</u> Base 1975 A 1975 B	68.900 53.000 63.000	8.12 12 et 20 12 et 20	56.000 70.000 85.000	202.200 285.000 270.000	3.000 5.000 5.000	255.000 350.000 350.000
<u>Riz</u> Base 1975	-	-	-	14.600 20.000	-	14.600 20.000
<u>Sorgho</u> Base 1975 A 1975 B	22.500 11.000 18.000	10,60 15 15	24.000 16.500 27.000	28.000 (85.000) (75.000)	3.000 -	49.000 (101.500) (102.000)
<u>Maïs</u> Base 1975 A 1975 B	8.100 9.000 12.000	17 25 25	13.600 22.500 30.000	5.600 (28.000) (20.500)	650 - -	18.650 (50.000) (50.500)

B. Les chiffres entre parenthèses sont des estimations provisoires, à tester par une étude sur les besoins de l'alimentation des animaux.

Source: SAR 405, op. cit.

TABLEAU N° 4 - Superficies, Rendements et Production
 Situation 1955-1961, période de base
 et perspectives pour 1975. LEGUMINEUSES

PRODUITS	Superficie Ha	Rendement Qx/Ha	Production Tonnes
<u>Légumes secs</u>			
Base	9.200	12	11.500
1975	12.500	14	17.000
<u>Autres légumi- neuses en sec</u>			
Base	5.170	8	4.130
1975 A	4.000	10	4.000
1975 B	5.000	10	5.000
<u>Légumineuses en irrigué</u>			
Base	480	250	12.000
1975 A	2.500	250	62.500
1975 B	3.000	250	75.000
<u>Total des légumineuses</u>			
Base	14.850	-	-
1975 A	19.000	-	-
1975 B	20.000	-	-

Source : DAR 405, op.cit.

TABLEAU N°5 - Superficies, rendements, production, commerce extérieur et consommation.
Situation 1955-1961, période de base, et perspectives pour 1975.

CULTURES INDUSTRIELLES.

PRODUITS	SURFACES Ha	RENDEMENT Qx/Ha	PRODUCTION Tonnes	IMPORTATION Tonnes	EXPORTATION Tonnes	CONSOMMATION Tonnes
<u>Olives</u>						
Base	22.900	14	32.500	3.400	2.400	33.500
1975	32.500	20	65.000	5.000	5.000	65.000
<u>Bettérave (1)</u>	700	190	1.825	26.780	-	28.605
1975 A	4.000	300	20.000	40.000	-	60.000
1975 B	6.000	300	30.000	30.000	-	60.000
(1975C)	(10.000)	(300)	(51.000)	(9.000)	-	(60.000)
<u>Tabac</u>						
Base	3.750	8	3.200	500	900	2.800
1975	6.500	9	6.000	1.500	3.000	4.500
<u>Divers</u>						
Base	2.525	-	8.700	...	...	...
1975	4.000	-	...	...	...	...

(1) Les quantités produites, importées, et consommées sont données en Tonnes de sucre raffiné.

Source DAR 405, op.cit.

TABLEAU N° 6 - PRODUCTION, COMMERCE EXTERIEUR ET CONSOMMATION.
SITUATION 1955-1961, PERIODE DE BASE ET
PERSPECTIVES 1975. PRODUITS ANIMAUX

PRODUITS	PRODUCTION	IMPORTATION	EXPORTATION	CONSOMMATION	CONS/ HAB.
	(1)	(1)	(1)	(1)	(2)
<u>POISSON</u> (3)					
Base	2.300	2.700	-	5.000	3.2
1975 A	3.500	6.500	-	10.000	4.3
1975 B	6.500	3.500	-	10.000	4.3
<u>OEUFs</u>					
Base	3.000	2.250	550	4.700	2,9
1975 A	13.000	-	3.000	10.000	4,3
1975 B	16.000	-	6.000	10.000	4.3
<u>LAIT</u>					
Base	105.000	20.000	-	125.000	78.0
1975	200.000	50.000	-	250.000	106.0
<u>POULETS</u> (1)					
Base	2.170	500	15	2.655	1.7
1975 A	15.000	-	6.000	9.000	4.0
1975 B	25.000	-	13.000	12.000	5.0
<u>O-B-C</u> (3)					
Base	3.000	24.000	-	27.000	17.0
1975 A	8.000	45.000	-	53.000	22.5
1975 B	13.000	40.000	-	53.000	22.5
<u>VIANDES</u> div.					
Base	100	2.100	-	2.200	1.3
1975 A	1.000	4.000	-	5.000	2.1.
1975 B	2.000	4.000	-	6.000	2.5
<u>Toutes viandes</u> (4)					
Base	5.270	26.600	15	31.855	20.0
1975 A	18.000	49.000	6.000	67.000	28.6
1975 B	27.000	44.000	13.000	71.000	30.0

(1) En tonnes, chiffres arrondis - (2) En kgs par an et par habitant

(3) Une troisième hypothèse n'a pas été chiffrée.

(4) Addition des rubriques : Poulets + Ovins/ Bovins /Caprins + Viandes diverses.

N.B.- Certaines fourchettes importantes ne pourront être réduites qu'après analyse des marchés extérieurs.

SOURCE : DAR 405, op.cit.

TABLEAU N° 7 - VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE
 Situation 1955-1961, période de base,
 et résultats attendus pour 1975.

PRODUITS	Base	1975 A	1975 B
(a) - <u>Produits animaux</u>			
Poissons	6	9	16
Oeufs et poulets	10	58	86
Lait	37	70	70
Viande	9	29	49
Total (a)	62	166	221
(b) - <u>Produits végétaux</u>			
Fruits	94	220	247
Légumes	41	63	72
Céréales	21	25	32
Légumineuses	8	21	23
Industriels	28	60	63
Total (b)	192	389	437
(c) -TOTAL GENERAL	254	555	658
(d) -INDICE	100	219	259
(e) -Taux annuel d'accroissement	=	4,7%	5,7%

Source : IRFED-DAR. Travaux non publiés. Chiffres provisoires.

TABLEAU N° 8 - EMPLOI DE MAIN-D'OEUVRE POUR LA
 PRODUCTION AGRICOLE. Situation 1955-1961,
 période de base, et résultats attendus pour 1975.
 En milliers d'emplois.

PRODUITS	Base	1975 A	1975 B
(a) - <u>Produits animaux</u>			
Poissons	3,2	3,5	4,0
Autres	9,8	13,5	16,0
Total (a)	13,0	17,0	20,0
(b) - <u>Produits végétaux</u>			
Fruits	82,0	119,0	131,0
Légumes	14,0	19,0	22,0
Céréales	18,0	10,0	12,5
Légumineuses	4,0	5,5	6,0
Industrielles	34,0	57,5	61,5
Total (b)	152,0	211,0	233,0
(c) - TOTAL GENERAL	165,0	228,0	253,0
(d) - INDICE	100	138	153
(e) -Taux annuel d'accroissement	-	2%	2,5%

N.B.- Les emplois pour les investissements agricoles, publics ou privés ne sont pas inclus.

SOURCE: Travaux non publiés. Chiffres provisoires. IRFED-DAR.

TABLEAU N° 9 - RESUME DES OBJECTIFS DU QUINQUENNAT
1964-1968.

1- INFRASTRUCTURES PHYSIQUES ET GRANDS TRAVAUX

- Extension des irrigations sur plus de 20.000 Ha
- Valorisation de 8.000 Ha
- Reboisement de plus de 3.000 Ha
- Réseau de postes sanitaires et d'abattoirs
- Réseau de stations de démonstrations et de pépinières.

2- ENCADREMENT ET EQUIPEMENT INTELLECTUEL

- Poursuite de trois projets en collaboration avec le Fonds Spécial et la FAO
- Réseau de vulgarisation
- Réseau de 5 écoles d'enseignement agricole
- Promotion de l'Institut de Recherches Agronomiques de Tell-Amara

3- ORIENTATION ET PRODUCTIVITE IMMEDIATE

- Application de la recherche en matière végétale et animale.
- Poursuite de la lutte phyto-sanitaire
- Réseau de contrôle laitier
- Réseau d'insémination artificielle
- Réseau d'action coopérative et promotion de l'agriculture de groupe
- Soutien céréalier
- Organisation du crédit.

SOURCE : Mission IRFED-LIBAN. Dossier de base pour l'avant-projet de plan quinquennal 1964-1968 - 3ème partie
Chapitre Agriculture.

TABLEAU N° 10 - LISTE DES PROGRAMMES PROPOSES
POUR LE QUINQUENNAT 1964-1968

I- Série A - Equipement intellectuel

- N° 1 - Organisation administrative du travail technique
- N° 2 - Vulgarisation
- N° 3 - Enseignement
- N° 4 - Tell-Amara
- N° 5 - Fonds Spécial : Eaux Souterraines
- N° 6 - Fonds Spécial : Sols et Irrigations
- N° 7 - Fonds Spécial : Forêts

II- Série B - Infrastructures physiques

- N° 8 - Equipement végétal
- N° 9 - Equipement animal
- N° 10 - Reboisement
- N° 11 - Valorisation des terres
- N° 12 - Réseaux d'irrigation (Travaux Publics)
- N° 13 - Réseaux d'irrigation (Litani)

III- Série C - Orientation et productivité immédiate

- N° 14 - Productions végétales
- N° 15 - Productions animales
- N° 16 - Commercialisation
- N° 17 - Incitations

Source : Mission IRFED-LIBAN - Dossier de base pour l'avant-projet de plan quinquennal 1964-1968. Troisième partie
Chapitre Agriculture.

MISSION IRFED-LIBAN

DAR 147

26/1/63

DOCUMENT SUR LA POLITIQUE AGRICOLE

NOTES PRISES LORS D'UN EXPOSE DE MONSIEUR
CHAUMENY, INGENIEUR AGRONOME INA, DIREC-
TEUR DES ETUDES A L'OFFICE NATIONAL DU
LITANI

INTRODUCTION

Dans les cinq années à venir, le Liban va connaître l'exécution de grands projets tels le projet du Litani, le projet des eaux souterraines, le "Plan Vert", le projet des études pédologiques. Il est donc utile d'établir une politique agricole pour les cinq prochaines années, en fixant quelques objectifs : l'état de la documentation, notamment celle accumulée par la Mission IRFED rend possible cet établissement.

Au Liban 3 faits frappent l'observateur :

- 1) la faible part de l'agriculture dans la formation du revenu national (1/5), d'une part, et, d'autre part le pourcentage de la population occupée dans l'agriculture : 54 %, ce qui fait apparaître une distorsion assez extrême et rarement atteinte à ce degré.

./...

- 2) une deuxième disparité est celle de la mise en valeur dans les différentes régions : à côté d'une agriculture moderne subsiste une agriculture utilisant des techniques archaïques. De plus, un facteur négatif existe dans la mise en valeur : c'est que l'on assiste au Liban à un phénomène de désinvestissement agricole : des terres sont abandonnées qui étaient en forêts ou en cultures vivrières; cette évolution régressive est si gravement marquée que l'on retourne vers un paysage minéral, pas même végétal.
- 3) une troisième disparité apparaît dans la répartition des revenus à l'intérieur même de l'Agriculture.

Ces trois distorsions constituent les trois problèmes majeurs auxquels il faut s'attaquer, et indiquent les trois aspects principaux de la politique agricole : une politique de production, une politique de mise en valeur et une politique de revenu. On ne peut tout faire au début d'une planification : il faut choisir; on devrait donc s'en tenir à définir une politique dans ces trois domaines.

A - Politique de production

- 1 - Il y a trois agricultures juxtaposées au Liban :
 - a - D'une part certaines productions baissent et tendent vers zéro : telles les forêts et les cultures vivrières.
 - b - D'autre part, les productions fruitières montent et sont bien connues.
 - c - Entre ces deux catégories de production, il existe une production agricole variée commercialisable, ou production paysanne de polyculture, qui constitue le point sensible, car si les choses vont telles qu'elles, cette production risque de disparaître.
- 2 - A partir de ces données, il est possible de déterminer une politique agricole de production.

- a - Ainsi la politique fruitière doit être une politique d'exportation; le Liban aura, dans les années à venir, à faire face à une concurrence très vive sur les marchés de fruits. Etant donné qu'une production en masses est impossible, vu l'exiguïté du territoire, la politique à adopter à cet égard est essentiellement une politique de qualité et de saisonnement (arriver sur les marchés 10 à 30 jours avant les autres pays, et ceci grâce au climat).

D'autre part, la concurrence se faisant vive, le problème sera définitivement une question de coût et de prix. Une politique rigoureuse de diminution du prix de revient, s'impose donc. Un gros effort est à faire pour augmenter la productivité.

- b - L'agriculture de polyculture est condamnée aussi à la qualité et à la productivité, si elle veut faire face à un marché agricole mondial essentiellement basé sur le dumping.
- c - Quant à l'agriculture vivrière, elle tend à disparaître, et une sonnette d'alarme doit être tirée : il faut préparer l'avenir par une production sylvo-pastorale et ceci partout où les conditions ne permettent pas la production agricole intensive.

3 - Est-il difficile de quantifier et de passer au stade de la planification ?

Non, du moment que nous avons des études de marché très bien faites sur l'évolution des débouchés mondiaux, et qu'il est possible de connaître l'évolution de la consommation intérieure et ceci pour les cinq années à venir.

Il faut signaler que la politique de production devrait être discutée non seulement entre les responsables de l'Administration publique, mais en même temps avec les producteurs eux-mêmes.

B - Politique de la mise en valeur

- 1 - Il existe quelques milliers d'Ha qui bénéficient d'une mise en valeur de pointe. L'effort de l'Etat serait utile et recommandable pour accélérer cette mise en valeur qui sert de tout expérimental pour l'ensemble.
- 2 - Hors ces quelques milliers d'hectares, nous nous heurtons à des obstacles majeurs d'ordre foncier, climatique, juridique et technique.
 - a - foncier : la topographie des sols et leur degré de fertilité, ainsi que la structure foncière.
 - b - climatique : où deux remèdes existent : l'irrigation et les brise-vents.
 - c - juridique : absence d'exploitations agricoles tant qu'unité technique et économique indépendante : il y a morcellement de l'unité économique, c'est une situation très spéciale.
 - d - technique : absence d'un matériel biologique (animal et végétal) suffisant - absence de technicité chez les agriculteurs : les techniques modernes sont adoptées sans discernement coûtant ainsi chères sans donner beaucoup de résultat. L'absence de coordination technique est aussi à signaler : exemple des doses d'eau incompatibles avec les doses d'engrais employées simultanément.
- 3 - Une politique de mise en valeur est donc nécessaire. Mais pour sortir des idées générales, il faut passer au stade de chaque région et définir une politique régionale de mise en valeur en vue de s'attaquer aux obstacles dominants de chaque région, et de coordonner l'action des différents organismes (ONL, Plan Vert, O.D.S.) évitant ainsi le double emploi et la dispersion des crédits et des efforts. Ce n'est qu'à travers cet aménagement du territoire, ou cette politique régionale, qu'on peut préciser quelle doit être l'intervention de l'Etat.

./...

C - Politique de revenu

1 - On pourrait avoir une politique commerciale

- a) Il faut tout d'abord diminuer la concurrence entre importateurs et producteurs libanais, surtout durant certaines périodes critiques et pour des produits nouveaux. Il y a donc une politique de défense de ces produits à adopter au moins pour un temps.
- b) D'autre part, le fractionnement des opérations de commercialisation, se fait au détriment du petit producteur : une politique de défense du producteur devrait être appliquée.
- c) Mais est-ce que défense des produits et défense du producteur suffiraient à sauvegarder un écart suffisant entre prix de revient et prix de vente ? Si non, il faudra mettre en oeuvre une politique de détaxation, de subvention et d'aide, mais seulement si en même temps un gros effort de productivité est fait par le producteur.

2 - En ce qui a trait à la répartition du revenu, les rapports de force entre métayers et propriétaires sont un frein total à tout effort de productivité. La tenure agraire aussi est un obstacle majeur : qui ne possède que 10 dunums ne peut en faire vivre une famille. Le problème est donc celui de l'émiettement du producteur : c'est contre ce fait que devra lutter une politique de répartition du revenu.

CONCLUSION

La Planification agricole doit déterminer les lignes d'action et des moyens d'actions, par réajustements successifs et va-et-vient, elle le peut; mais elle ne réussira que si les intéressés veulent bien de ces lignes d'action et de ces moyens d'actions.

Il y a donc lieu pour préciser la politique à adopter, et avant de la faire adopter par les Hautes Autorités d'instaurer un dialogue entre l'Administration et les producteurs. Il sera plus facile d'établir ce dialogue au plan régional qu'au plan national.

MISSION IRFED-LIBAN

DAR 147 - WP

26/1/63

DOCUMENT SUR LA POLITIQUE AGRICOLE

NOTES PRISES LORS D'UN EXPOSE DE MONSIEUR
CHAUMENY, INGENIEUR AGRONOME INA, DIREC-
TEUR DES ETUDES A L'OFFICE NATIONAL DU
LITANI

INTRODUCTION

Dans les cinq années à venir, le Liban va connaître l'exécution de grands projets tels le projet du Litani, le projet des eaux souterraines, le "Plan Vert", le projet des études pédologiques. Il est donc utile d'établir une politique agricole pour les cinq prochaines années, en fixant quelques objectifs : l'état de la documentation, notamment celle accumulée par la Mission IRFED rend possible cet établissement.

Au Liban 3 faits frappent l'observateur :

- 1) la faible part de l'agriculture dans la formation du revenu national (1/6), d'une part, et, d'autre part le pourcentage de la population occupée dans l'agriculture : 54 %, ce qui fait apparaître une distorsion assez extrême et rarement atteinte à ce degré.
- 2) une deuxième disparité est celle de la mise en valeur dans les différentes régions : à côté d'une agriculture moderne subsiste une agriculture utilisant des techniques archaïques. De plus, un facteur négatif existe dans la mise en valeur : c'est que l'on assiste au Liban à un phénomène de désinvestissement agricole : des terres sont abandonnées qui étaient en forêts ou en cultures vivrières; cette évolution régressive est si gravement marquée que l'on retourne vers un paysage minéral, pas même végétal.

الجمهورية اللبنانية

مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام

./...

- 3) Une troisième disparité apparaît dans la répartition des revenus à l'intérieur même de l'Agriculture.

Ces trois distorsions constituent les trois problèmes majeurs auxquels il faut s'attaquer, et indiquent les trois aspects principaux de la politique agricole : une politique de production, une politique de mise en valeur et une politique de revenu. On ne peut tout faire au début d'une planification : il faut choisir; on devrait donc s'en tenir à définir une politique dans ces trois domaines.

A - Politique de production

- 1 - Il y a trois agricultures juxtaposées au Liban :

- a - D'une part certaines productions baissent et tendent vers zéro : telles les forêts et les cultures vivrières.
- b - D'autre part, les productions fruitières montent et sont bien connues.
- c - Entre ces deux catégories de production, il existe une production agricole variée commercialisable, ou production paysanne de polyculture, qui constitue le point sensible, car si les choses vont telles quelles, cette production risque de disparaître.

- 2 - A partir de ces données, il est possible de déterminer une politique agricole de production.

- a - Ainsi la politique fruitière doit être une politique d'exportation; le Liban aura, dans les années à venir, à faire face à une concurrence très vive sur les marchés de fruits. Etant donné qu'une production en masse est impossible, vu l'exiguïté du territoire, la politique à adopter à cet égard est essentiellement une politique de qualité et de saisonnement (arriver sur les marchés 10 à 30 jours avant les autres pays, et ceci grâce au climat)

./...

D'autre part, la concurrence se faisant vive, le problème sera définitivement une question de coût et de prix. Une politique rigoureuse de diminution du prix de revient, s'impose donc. Un gros effort est à faire pour augmenter la productivité.

b - L'agriculture de polyculture est condamnée aussi à la qualité et à la productivité, si elle veut faire face à un marché agricole mondial essentiellement basé sur le dumping.

c - Quant à l'agriculture vivrière, elle tend à disparaître, et une sonnette d'alarme doit être tirée : il faut préparer l'avenir par une production sylvo-pastorale et ceci partout où les conditions ne permettent pas la production agricole intensive.

3 - Est-il difficile de quantifier et de passer au stade de la planification ?

Non, du moment que nous avons des études de marché très bien faites sur l'évolution des débouchés mondiaux, et qu'il est possible de connaître l'évolution de la consommation intérieure et ceci pour les cinq années à venir.

Il faut signaler que la politique de production devrait être discutée non seulement entre les responsables de l'Administration publique, mais en même temps avec les producteurs eux-mêmes.

B - Politique de la mise en valeur

1 - Il existe quelques milliers d'Ha qui bénéficient d'une mise en valeur de pointe. L'effort de l'Etat serait utile et recommandable pour accélérer cette mise en valeur qui sert de test expérimental pour l'ensemble.

./...

- 2 - Hors ces quelques milliers d'hectares, nous nous heurtons à des obstacles majeurs d'ordre foncier, climatique, juridique et technique.
- a - foncier : la topographie des sols et leur degré de fertilité, ainsi que la structure foncière.
 - b - climatique : où deux remèdes existent : l'irrigation et les brise-vents.
 - c - juridique : absence d'exploitations agricoles en tant qu'unité technique et économique indépendante : il y a morcellement de l'unité économique, c'est une situation très spéciale.
 - d - technique : absence d'un matériel biologique (animal et végétal) suffisant - absence de technicité chez les agriculteurs : les techniques modernes sont adoptées sans discernement coûtant ainsi chères sans donner beaucoup de résultat. L'absence de coordination technique est aussi à signaler : exemple des doses d'eau incompatibles avec les doses d'engrais employées simultanément.
- 3 - Une politique de mise en valeur est donc nécessaire. Mais pour sortir des idées générales, il faut passer au stade de chaque région et définir une politique régionale de mise en valeur en vue de s'attaquer aux obstacles dominants de chaque région, et de coordonner l'action des différents organismes (ONL, Plan Vert, O.D.S.) évitant ainsi le double emploi et la dispersion des crédits et des efforts. Ce n'est qu'à travers cet aménagement du territoire, ou cette politique régionale, qu'on peut préciser quelle doit être l'intervention de l'Etat.

./...

C - Politique de revenu

1 - On pourrait avoir une politique commerciale

- a) Il faut tout d'abord diminuer la concurrence entre importateurs et producteurs libanais, surtout durant certaines périodes critiques et pour des produits nouveaux. Il y a donc une politique de défense de ces produits à adopter au moins pour un temps.
- b) D'autre part, le fractionnement des opérations de commercialisation, se fait au détriment du petit producteur : une politique de défense du producteur devrait être appliquée.
- c) Mais est-ce que défense des produits et défense du producteur suffiront à sauvegarder un écart suffisant entre prix de revient et prix de vente ? Si non, il faudra mettre en oeuvre une politique de détaxation, de subvention et d'aide, mais seulement si en même temps un gros effort de productivité est fait par le producteur.

2 - En ce qui a trait à la répartition du revenu, les rapports de force entre métayers et propriétaires sont un frein total à tout effort de productivité. La tenure agraire aussi est un obstacle majeur : qui ne possède que 10 dunums ne peut en faire vivre une famille. Le problème est donc celui de l'émiettement du producteur : c'est contre ce fait que devra lutter une politique de répartition du revenu.

CONCLUSION

La Planification agricole doit déterminer des lignes d'action et des moyens d'actions, par réajustement successifs et va-et-vient, elle le peut; mais elle ne réussira que si les intéressés veulent bien de ces lignes d'action et de ces moyens d'actions.

Il y a donc lieu pour préciser la politique à adopter, et avant de la faire adopter par les Hautes Autorités d'instaurer un dialogue entre l'Administration et les producteurs. Il sera plus facile d'établir ce dialogue au plan régional qu'au plan national.

Exposé de Mr. Chaumery.

Politique Agricole

Période de 4 à 5 ans : à cause de grands changements qui vont avoir lieu grâce à
 aux aux interventions
 aux plus petits
 à quelques études qui sont en
 cours, et qui ont pour objet de remédier aux
 problèmes

Au Lixan : 3 choses :

1. La Paide tout de l'Agr. dans
 la Transition en production
 1/6 ; bien que cela de la
 production - est de l'Agri.
 2. Distinction entre les missions
 dans des ptes régionales
 mais aussi, il y a une distinction
 régionale dans la mise en
 œuvre de la politique
 dans les ptes régionales
 3. Niveau agricole ; distinction
 dans le cadre des régions
 la question de répartition
 qui est une condition pour

Les 3 grandes orientations sont les 3
 orientations majeures auxquelles il faut
 s'attaquer.

La politique agricole doit être

- avec une 1ère politique de production
2) une politique de mise en valeur
3) une politique de répartition.

Politique de production

Il s'agit des modalités de production des biens.
2ème partie

Les causes, les effets, les conséquences de la production.

Entre les biens, il y a la agriculture.

Les biens communs, les biens publics.

Les biens publics, les biens communs, les biens publics.

La production des biens publics, les biens publics.

La concurrence des biens publics, les biens publics.

1- une politique de qualité, car il
se trouve, avec la production
de biens.

2- cette politique, tout est bien
ou tout est mal, il y a une
production de biens publics.

La concurrence, se trouve bien, c'est une
question de qualité, de biens. Les
biens publics, les biens publics.

Quelques points à retenir :

Le fait que le monde est en crise
car, il y a une crise économique mondiale
qui entraîne une crise financière et une crise
politique et une crise diplomatique.

Nécessité de nouvelles stratégies :

1. La stratégie de la qualité

2. La stratégie de la nouveauté
pour arriver à avoir le succès.

Politique Agro-économique : l'Union Européenne
dans certaines régions.

Cette politique agro-économique a permis de
réduire le coût de la production et de la
distribution.

Cultures : l'Union Européenne a permis de
réduire le coût de la production et de la
distribution, mais il y a des problèmes de
qualité, car les producteurs ne sont pas
encore devenus des professionnels. L'Union
Européenne a permis de réduire le coût de la
production et de la distribution, mais il y a
des problèmes de qualité.

Politique de mise en œuvre

Existence de grandes entreprises.

Une entreprise de grande taille a des
avantages : cette mise en œuvre permet
de réduire le coût de la production et de la
distribution, mais il y a des problèmes de
qualité.

On ne peut pas dire que la France ait une politique étrangère cohérente. Elle a une politique étrangère qui est le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs : la situation internationale, les intérêts nationaux, les intérêts de la communauté internationale, les intérêts de la France elle-même.

On ne peut pas dire que la France ait une politique étrangère cohérente. Elle a une politique étrangère qui est le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs : la situation internationale, les intérêts nationaux, les intérêts de la communauté internationale, les intérêts de la France elle-même.

Obst. juridique : la France est obligée de respecter les principes de la loi internationale. Elle ne peut pas agir à l'extérieur de la loi internationale. Elle ne peut pas agir à l'intérieur de la loi internationale.

Obst. technique : la France ne peut pas agir à l'extérieur de la loi internationale. Elle ne peut pas agir à l'intérieur de la loi internationale. Elle ne peut pas agir à l'extérieur de la loi internationale.

Politique de la France en matière de l'atténuation des problèmes avec les États d'Asie avec les États d'Asie.

Que doit être l'atténuation de l'intervention de l'État dans cette politique et la mise en balance?

Il faut se rendre compte que le système
de la réforme administrative.

Politique de reforme

- Est-ce que l'on est à l'échelle de la

réforme administrative ?

= Réformer le système administratif
et les structures administratives
politiques en même temps.

= Fractionner les obligations et les
responsabilités en fonction des
mesures à prendre dans le
système.

= Réformer le système administratif.

- Question de la réaffectation du personnel
administratif : faut-il les transférer
dans le secteur de l'Agriculture

- Cause de sous-emploi : à cause des
mesures à prendre.

= Mistruste moyen : c'est la femme
qui fait les tâches avec l'homme.